

AVEC DES BUSINESS PLANS QUI NE VISENT QUE LE MARCHÉ LOCAL

L'industrie automobile ne pourra pas rééquilibrer la balance commerciale

Faute de marché et de fabricants de composants et sous-ensembles pour l'industrie automobile naissante, les véhicules made in Algeria montés à partir de kits complets importés ne pèseront rien dans le rééquilibrage de la balance commerciale, comme souhaité par les autorités publiques.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Cela pose de façon plus large le problème de la pérennité de l'activité et des emplois remplaçant ceux créés par les concessions automobiles dans l'euphorie du passage de l'importation au montage des véhicules.

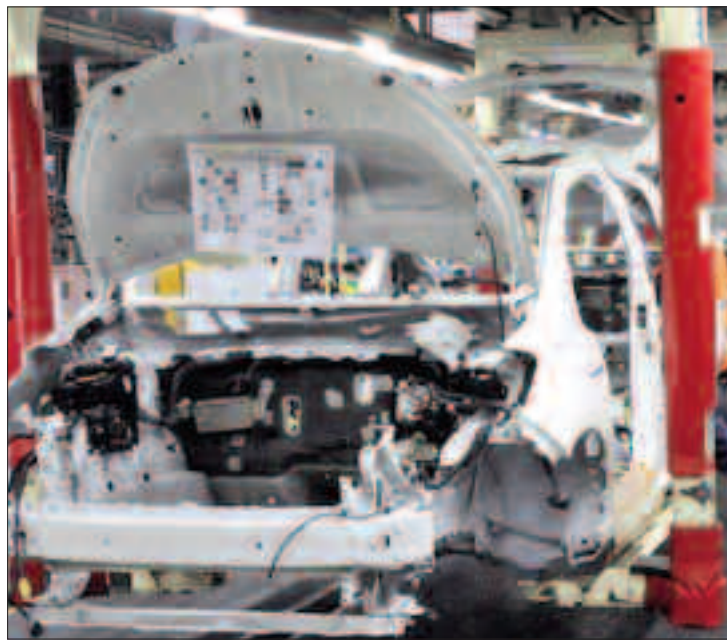
En effet, les business plans des usines installées jusque-là prévoient le montage de véhicules pour le marché local et aucun constructeur parmi ceux qui viennent d'implanter des usines n'a pour objectif d'exporter. Or, le cahier des charges portant conditions et modalités d'exercice de l'activité de montage de véhicules n'oblige pas les constructeurs à inscrire l'Algérie dans la chaîne de valeur mondiale qui désigne l'ensemble des activités productives des entreprises en différents lieux géographiques au niveau mondial.

Ce cahier des charges exige juste un taux d'intégration pour les véhicules destinés au marché algé-

rien. Un taux d'intégration facilement réalisable puisque il comptabilise y compris la masse salariale de ces usines qui n'intègre pas la chaîne mondiale de valeur dans une logique de division de travail leur assurant des débouchés à l'étranger dans les marchés traditionnels des constructeurs.

La formule de calcul du taux d'intégration – le total des coûts locaux (coûts de revient des pièces fabriquées par l'usine pour elle-même, salaires et formation) et des achats locaux (pièces fabriquées localement, matière première quand elle n'est pas incluse dans les coûts locaux, logistique et prestation achetées) divisé par le total des coûts locaux, la valeur des achats locaux et la valeur des achats à l'importation – est explicite.

On se contente ainsi en Algérie de monter des véhicules à partir de kits complets importés par les



Absence d'un pôle industriel d'envergure internationale.

constructeurs dont la présence à travers ces petits ateliers tient beaucoup plus à la préservation de leurs parts de marché dans le pays que de la création d'un pôle industriel d'envergure internationale. Que représente ce processus industriel

qui devrait porter le taux d'intégration en Algérie à 15% à la troisième année et à 40% à la cinquième année suivant le démarrage de la production sinon de remplacer les emplois créés par les concessions automobiles. Pis, le manque à

gagner pour le Trésor public qu'engendrent les exonérations fiscales accordées dans le cadre de l'implantation de ces usines est de nature à déséquilibrer davantage les finances publiques qui souffrent des fluctuations de la chute des prix du pétrole.

In fine, les restrictions imposées aux concessionnaires automobiles sous prétexte du développement d'une industrie locale et la réduction de la facture des importations qui a atteint des niveaux menaçant les équilibres financiers du pays arrangeront plutôt ces concessionnaires qui réaliseront d'importantes économies à travers les exonérations fiscales sur les kits importés.

Faute de marché à l'étranger pour les véhicules made in Algeria et de sous-traitants fiables en mesure d'approvisionner les usines algériennes, les conditions de lancement de cette industrie ne feront qu'aggraver la situation en couplant la facture d'importation à la baisse de la fiscalité ordinaire alimentée en grande partie par les droits de douanes qui se chiffrent en centaines de millions de dollars pour les importations de véhicules.

L. H.

Électricité et gaz : la nécessaire vérité des prix

Les tarifs de l'électricité et du gaz constituent, depuis les augmentations de janvier 2016, un sujet plus qu'animé, parfois même d'inquiétude des ménages, sachant que de plus en plus nombreux sont, aujourd'hui, ceux qui sont conscients que cette hausse intervenue après plus de quinze années est loin d'être la dernière. Durant de très longues années, des décennies, le discours officiel a martelé et inculqué chez le citoyen l'idée que celui-ci paye son électricité et son gaz le moins cher au monde. Le résultat est qu'aujourd'hui, ce même citoyen peut difficilement concevoir que l'Algérie dotée de ressources énergétiques colossales ne peut voir ces énergies augmenter. L'enjeu, pour l'heure, est de revenir sur toutes les impasses faites dans ce discours et d'expliquer qu'il devra s'attendre à d'autres augmentations. De le convaincre, aussi, qu'il peut lui-même agir sur la réduction de sa facture et conséquemment sur celle de la communauté nationale. C'est toute la difficulté de la démarche mais dont on ne peut faire l'économie.

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, Apprue, annonçait en février 2016 à l'APS que les foyers algériens «consomment presque dix fois plus d'électricité par rapport aux normes internationales et deux fois plus que la moyenne des pays maghrébins.»

Durant de longues années, cette donnée était brandie comme une performance, comme un progrès dans le modernisme, une preuve d'augmentation de niveau et de qualité de vie. Pas tout à fait juste, cependant. Lorsque l'on sait que le prix réel de l'électricité dans notre pays est de 10,5 dinars le kW/h et qu'avec la subvention de l'Etat le consommateur ne paye que 4 dinars le kW/h (chiffres donnés par l'ancien P-dg de Sonelgaz), l'on comprend que le consommateur est loin de payer le prix de revient et que cette situation a certainement, contribué, pour beaucoup, à favoriser la consommation inconsidérée et le gaspillage dans les pratiques quotidiennes des foyers. Au-delà, depuis une quinzaine d'années, le marché algérien a été inondé d'appareils énergivores, climatiseurs et autres équipements électriques à forte consommation énergétique, vendus à bas prix, et qui plus est importés sans aucune exi-

gence de sécurité. Cette situation des plus préjudiciables a conforté des habitudes difficiles à extraire dans les foyers. Et pourtant, de nombreux acteurs du secteur de l'énergie n'ont cessé d'alerter les autorités pour mettre fin à ces importations, mais sans succès. Déjà, dans le début des années 1990, des tentatives – secteur de l'énergie, commerce – de création de laboratoires spécialisés de contrôle des matériels importés ont échoué et l'on continue encore à essayer de relancer ce projet. Dans les foyers algériens aujourd'hui, peu se soucient, nous dit-on, du prix de l'énergie consommée.

«Nous sommes producteurs de gaz et notre électricité est essentiellement produite à partir du gaz, alors pourquoi augmenter les prix», s'interrogent certains qui préconisent même, et pourquoi pas, la gratuité. De telles réflexions, de plus en plus rares toutefois, n'étonnent guère. L'on a peu expliqué aux citoyens que l'électricité disponible chez soi exige qu'en amont, on explore le gaz, on le traite, on construit des centrales et l'on construit encore des réseaux de transport et de distribution et que cet ensemble nécessite des investissements très lourds, de plus en plus conséquents et donc un coût de produc-



Les foyers algériens consomment 10 fois plus d'électricité par rapport aux normes internationales.

tion très élevé, loin de traduire les tarifs appliqués aux consommateurs.

Avec une consommation qui évolue d'une façon conséquente (de 15,2% entre juillet 2014 et juillet 2015) l'opérateur Sonelgaz devra investir lourdement : 23 milliards de dollars investis depuis 2011 et 41 milliards d'ici 2026. Il faudra trouver le financement en recourant, selon toute vraisemblance, à l'emprunt étranger.

Les subventions de l'Etat, eu égard à la perte pour plus de 50% des recettes d'hydrocarbures et eu égard à l'absence de dynamique de remplacement par l'exportation d'autres produits, vont conduire inmanquablement l'Etat à faire que ces prix se rapprochent de plus en plus de la réalité des coûts de production. Cela ira en touchant, y compris les prix subventionnés encore pour les ménages à faible consommation pour arriver à faire payer sinon le juste prix, au moins des prix subventionnés pour les seuls ménages sans revenus ou les plus démunis. Une augmentation des prix incitera naturellement le citoyen à diminuer le gaspillage et l'abus. Ce

sera bien sûr une mesure peu populaire, mais qu'il faudra avoir le courage politique de mener en l'accompagnant toutefois par un discours qui rompt avec les précédents : dire aux citoyens que l'électricité et le gaz qui lui sont fournis ont un coût ; lui expliquer que plus il consomme immodérément, plus sa facture augmente et plus la collectivité nationale paye l'investissement nécessaire, souvent pour un laps de temps d'utilisation très court (pointe de consommation). Lui dire aussi que sans modification de son comportement, ce n'est sûrement pas la substitution du thermique gaz par l'énergie solaire qui fera baisser sa facture, car, comme pour l'électricité produite à partir du gaz, l'énergie solaire ou autre énergie nouvelle a un coût, élevé pour l'instant, et dont la technologie est loin d'être totalement maîtrisée.

En définitive, il suffira que l'on accepte, enfin, d'expliquer aux citoyens comme aux commerçants et aux industriels vers quel modèle énergétique allons-nous, pourquoi et comment peuvent-ils y contribuer.

Khedidja Baba-Ahmed